

**Convention collective départementale**

IDCC : 2198. – **ENTREPRISES DE VENTE  
PAR CATALOGUE  
(NORD ET EST DE LA FRANCE)  
(6 février 2001)**

*(Bulletin officiel n° 2001-4 bis)*

*(Etendue par arrêté du 10 février 2002,  
Journal officiel du 23 avril 2002)*

■ *Journal officiel* du 5 mai 2005

**Arrêté du 22 avril 2005 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des entreprises de vente par catalogue du  
nord et de l'est de la France**

NOR : SOCT0510787A

Le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2002 portant extension de la convention collective nationale des entreprises de vente par catalogue du nord et de l'est de la France du 6 février 2001 ;

Vu l'avenant n° 2 du 9 novembre 2004 relatif à la modification du champ d'application à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 11 février 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords) rendu en séance du 1<sup>er</sup> avril 2005,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des entreprises de vente par catalogue du nord et de l'est de la France du

6 février 2001, tel que modifié par l'accord collectif du 9 novembre 2004 susvisé et par l'avenant n° 2 susvisé, les dispositions de l'avenant n° 2 du 9 novembre 2004 relatif à la modification du champ d'application, à l'exclusion des termes « et territoires » figurant au dernier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> (Modification du champ d'application).

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté, pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 avril 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le sous-directeur de la négociation collective,*

P. FLORENTIN

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/4, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.